

PROVINCE DE L'ITURI
Rapport d'Evaluation Rapide Multisectorielle



ALDI DRC
ONG Humanitaire et de
Développement durable



FOOD SECURITY CLUSTER
Strengthening Humanitarian Response



Territoire d'Irumu - Chefferie Basili - Zone de santé de KOMANDA – Site de Kibonge

Période de la mission : 02 au 05/02/2023

Date du rapport : Février 2023

Pour plus d'information :

Courriel : papy.mukandila@wfp.org

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	<ul style="list-style-type: none"> Conflits armés Mouvements de population 		
Date du début de la crise :	Janvier 2023	Date de confirmation de l'alerte :	28 janvier 2023
Code EH-tools	4656		
Description de la crise	<p>Les territoires de Mambasa et d'Irumu restent affectés par des mouvements de population à la suite de l'activisme des groupes armés dans ces zones. La résurgence des conflits armés en début d'année 2023 a occasionné le déplacement des populations des villages situés sur les axes Luna – Komanda et Mambasa – Komanda. Depuis le 28 janvier 2023, environ 140 nouveaux ménages déplacés sont arrivés sur le site de Kibonge, aire de santé de Mangiva, zone de santé de Komanda, territoire d'Irumu. Avec une capacité d'accueil déjà réduite à 869 ménages à la suite de la destruction de 156 abris par des intempéries, au 03 février 2023, le site de Kibonge compte 926 ménages dont 140 nouveaux ménages déplacés confrontés aux besoins multiples dont d'accès à la nourriture, abris, etc. Ces ménages proviennent des villages Pinzili, Ofay, Bwanasura, Makayanga, Ndalya, Luna, Bandiboli, Mungamba, Tchabi, Lolwa et Komanda et d'autres zones environnantes.</p>		
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	<ul style="list-style-type: none"> En km : 65 Km En temps parcouru : 72 heures soit 3 jours 		
Lieu d'hébergement	<ul style="list-style-type: none"> Site des déplacés de KIBONGE - KOMANDA 		
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Malgré les conditions précaires dans lesquelles vivent les déplacés, le retour est conditionné par la garantie sécuritaire dans la zone de provenance.		

Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
<p>Accès :</p> <p>Accès humanitaire sécurisé</p>	<p>Plaidoyer au gouvernement pour la restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue de la province en général et du territoire d'Irumu en particulier.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les ménages déplacés • La communauté hôte
<p>Sécurité Alimentaire et Moyen de Substance</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès à la nourriture suffisante en qualité et en quantité • Perte des moyens de subsistance • Accès limité aux marchés suite au faible pouvoir d'achat 	<ul style="list-style-type: none"> • En urgence, une assistance alimentaire en vivres ou en cash • Soutenir la production agricole d'urgence axée sur le maraichage et le vivrier (en fonction de l'évolution du contexte) • Appuyer l'initiation des AGR non agricoles afin de diversifier les sources de revenu et de s'adapter au contexte 	<ul style="list-style-type: none"> • Les ménages déplacés • La communauté hôte
<p>Protection</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incidents de protection signalés dans les zones de provenance • Plusieurs ménages de nouveaux déplacés se partagent un même local par manque d'abris et sans espace réservé aux femmes et filles. Ce qui présente un risque d'incident de protection • Le besoin en nourriture et le manque d'assistance peuvent occasionner le recours à la pratique de sexe de survie • Présence des enfants séparés (ES) dans la zone 	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer pour la restauration de l'autorité de l'Etat dans toute l'étendue de la province • Appuyer la construction des abris en faveur des nouveaux déplacés et la réhabilitation des abris endommagés • Distribution des vivres pour améliorer les capacités d'accès à la nourriture des ménages déplacés • Assurer la prise en charge des enfants séparés 	<ul style="list-style-type: none"> • Les ménages déplacés • La communauté hôte
<p>Santé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités d'accueil et en médicaments des structures sanitaires dans la zone d'accueil • Prise en charge des cas de traumatisme lié aux conflits armés • Nombre limité de personnel médical qualifié • Ouvrages d'assainissement insuffisants dans les structures sanitaires et les kits PCI • Renforcement des capacités des agents soignants • Le paludisme, IRA, Grippe et Diarrhée sont parmi les pathologies courantes dans la zone 	<ul style="list-style-type: none"> • Dotation des structures médicales des équipements et médicaments essentiels pour améliorer leur capacité • Distribuer les moustiquaires imprégnées d'insecticides aux ménages, • Soutenir les efforts de MEDAIR afin d'assurer la gratuité des soins à toutes les couches de la population • Renforcer la surveillance à base communautaire et appui aux RECO, CAC, etc. • Améliorer la disponibilité des ouvrages d'hygiène et d'assainissement dans les structures sanitaires • Renforcer les capacités des personnels de santé dans la prise en charge de la malnutrition, santé mentale, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les ménages déplacés • La communauté hôte
<p>Abris et AME</p> <ul style="list-style-type: none"> • Par manque d'abris sur le site de Kibonge, plusieurs ménages déplacés se partagent un même local sans espace dédié aux femmes et filles 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire des abris transitionnels pour lutter contre la promiscuité dans le site de Kibonge • Distribution des AME aux ménages 	<ul style="list-style-type: none"> • Les ménages déplacés • La communauté hôte

<ul style="list-style-type: none"> Absence totale ou partielle des AME car la plupart des déplacés ont tout abandonné dans la zone de provenance 	déplacés	
<p>EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT</p> <p><u>Eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Insuffisance des points d'eau aménagés dans le site de Kibonge. Des longues files d'attente observées aux points d'eau existant <p><u>Assainissement et hygiène</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Une faible couverture en latrine familiales dans le site, plus de 20 ménages utilisent une seule porte de latrine, Les douches construites localement par les IDPs ne répondent pas aux normes. Absence totale des dispositifs de lavage des mains dans les sites et les toilettes particulièrement Faible sensibilisation des populations sur les bonnes pratiques d'hygiène 	<p><u>Eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> S'associer aux efforts de SI et soutenir l'aménagement/ construction des points d'eau sur le site de Kibonge et dans le village d'accueil Organiser une intervention d'urgence reposant sur le traitement de l'eau en attendant l'aménagement des points d'eau protégés dans le site. Mener au niveau du site des campagnes de sensibilisation sur la conservation et le traitement de l'eau. <p><u>Assainissement et hygiène</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Construction de nouvelles latrines et douches d'urgence et réhabilitation des anciennes latrines dans le site de Kibonge Distribuer des dispositifs de lavage des mains dans le site des déplacés Appuyer les comités d'hygiène en intrants pour la désinfection et le nettoyage des latrines d'urgence. Organiser des campagnes de sensibilisation sur les thématiques liées à l'hygiène. 	<ul style="list-style-type: none"> Les ménages déplacés La communauté hôte
<p>Education :</p> <ul style="list-style-type: none"> Manque/ insuffisance des objets classiques constaté auprès des enfants déplacés Capacité d'accueil limitée des écoles primaires gratuites dans la zone d'accueil ; Déscolarisation des enfants du niveau secondaire par manque des moyens financiers 	<ul style="list-style-type: none"> Distribution des objets classiques aux élèves y compris les uniformes ; Construction urgente des salles de classe dans la zone d'accueil Dotation des écoles en kits d'hygiène ; Captage ou forage des points d'eau potable dans des écoles 	<ul style="list-style-type: none"> Les ménages déplacés La communauté hôte Les écoles de la zone d'accueil
<p>Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres et Moyens de subsistance, Abris et AME (Articles ménagers essentiels), Eau-hygiène-assainissement, Santé, Education.</p>		

1.2 Profil humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

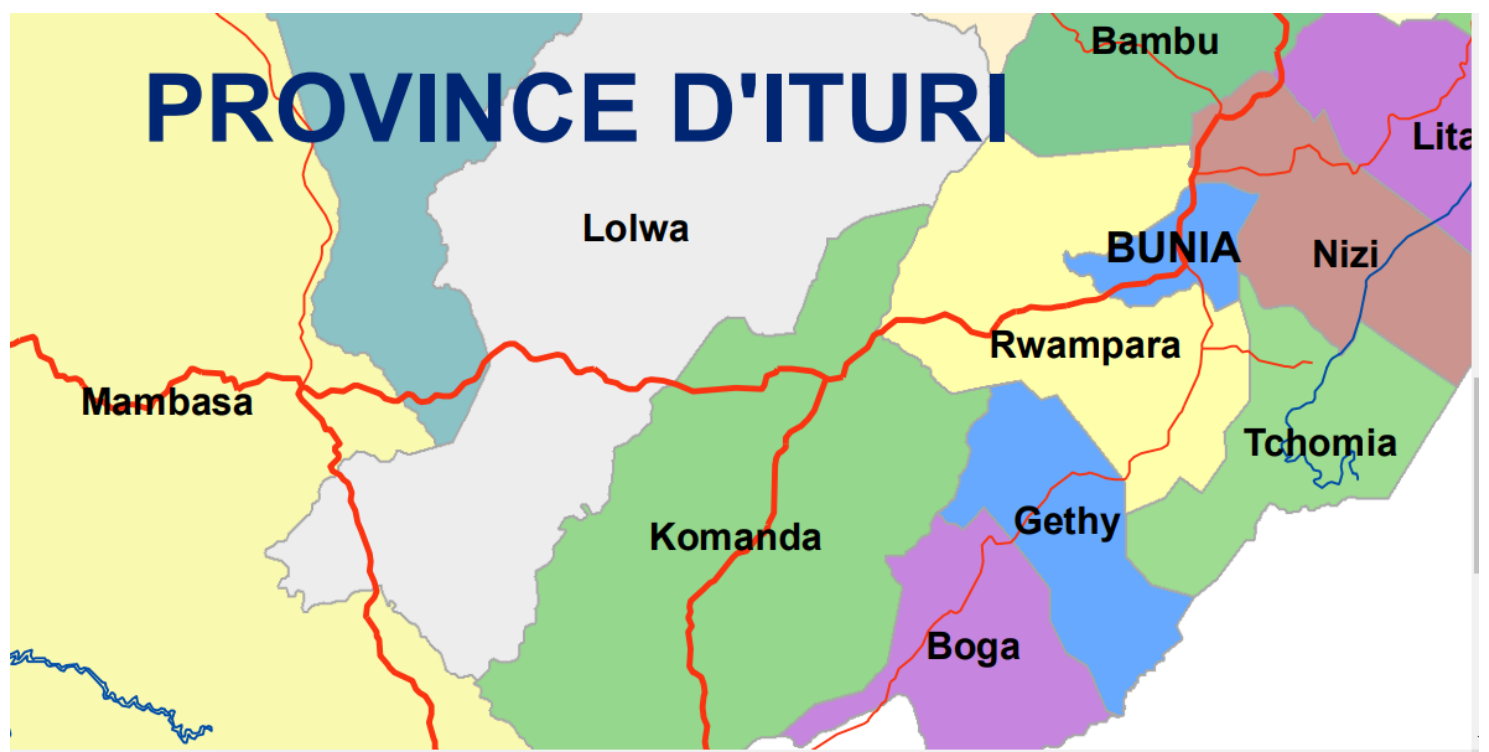
Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Activismes des groupes armés (incursions, assassinat, pillages des biens, attaques et incendies des infrastructures publiques et privées)	Restauration de l'autorité de l'Etat	Zone de santé de Komanda	RAS	PDI's (6174 personnes soit 1029 ménages)
Déplacements massifs des	Construction d'un site	Zone de santé de	ADSSE et HCR	

populations, pauvreté, déscolarisation, prise en charge médicale limitée, difficulté d'accès à la nourriture, etc.	de déplacés Prise en charge médicale Réhabilitation des points d'eau et des latrines	Komanda, village Kibonge Centre de santé de Kibonge Zone de santé de Komanda, site des déplacés Kibonge	MEDAIR Solidarité Internationale	Ménages déplacés
Sources d'information			Les autorités administratives et leaders locaux, les représentants des communautés locales et déplacées	

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage & technique de collecte des données	L'évaluation a été réalisée sur le site de Kibonge dans la zone de santé de Komanda, territoire d'Irumu. La collecte des données s'est déroulée en 2 jours soit du 03 au 04/02/2023 à travers des focus group, des échanges avec des informateurs clés, des enquêtes ménages, et l'observation directe. La méthodologie dite « échantillonnage réfléchi » a été utilisée pour identifier les informateurs à enquêter. Pour le focus group et les enquêtes ménages, nous avons recouru à l'échantillonnage aléatoire pour constituer notre échantillon. Au total, 3 focus group ont été organisés (hommes, femmes, mixte). En fonction de la disponibilité, 4 informateurs clés tirés parmi les autorités administratives, leaders communautaires, et personnel de santé ont été enquêtés. Les enquêtes ménages axées sur les indicateurs de sécurité alimentaire menées auprès de 45 ménages et l'observation directe sur la situation socio-économique sur le site ont été réalisées.
---	--

Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités



Composition de l'équipe	Sous le lead du cluster sécurité alimentaire, la mission d'évaluation a connu la participation des organisations suivantes : AFEDEM, ALDI, SEDD, et PAM avec l'appui d'AIDES.
--------------------------------	---

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Il ressort de cette mission d'évaluation, une situation humanitaire précaire dans le site des déplacés de Kibonge. Les ménages déplacés sont confrontés à des besoins multisectoriels dont les principaux sont :

- Assistance alimentaire (en vivres ou cash) et soutien aux moyens de subsistances en faveurs des anciens et nouveaux déplacés sur ce site
- S'associer aux efforts de MEDAIR pour renforcer les structures sanitaires de la zone en médicaments, équipements, etc. afin d'assurer une prise en charge sanitaire correcte et gratuite des ménages déplacés et populations hôtes vulnérables
- S'associer aux efforts de SI pour améliorer la disponibilité de l'eau sur le site, la construction/ réhabilitation des latrines et douches sécurisées, dotation des kits d'hygiène
- Construction des abris et réhabilitation de ceux détruits pour améliorer les conditions de vie des déplacés
- Assistance en articles ménagers essentiels
- Soutenir l'éducation par la construction des écoles d'urgence, la distribution des objets classiques aux enfants déplacés vulnérables, l'organisation des écoles accélérées
- Prise en charge des cas de protection

4 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Dans l'objectif de maintenir une cohabitation pacifique entre communautés dans cette zone, toute aide humanitaire doit cibler à la fois les anciens et les nouveaux déplacés sur le site de Kibonge, les PDI en famille d'accueil, et les ménages hôtes vulnérables. La neutralité et l'indépendance doivent être observées par toutes les organisations qui envisagerons d'intervenir dans la zone, un recrutement local contribuera à améliorer l'acceptance.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Etant donné que la situation sécuritaire reste précaire dans les zones de provenance des déplacés, toute intervention humanitaire doit se faire de manière à encourager la cohabitation pacifique et durable entre les PDI et la population hôte.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Afin d'éviter l'inacceptation de l'aide humanitaire dans la zone de santé de Komanda et de faciliter son appropriation par la communauté bénéficiaire, toute assistance doit tenir compte des besoins prioritaires tels que explicités ci-dessus.

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	L'accès est possible par voie terrestre avec des engins roulants de Bunia vers Komanda et de Komanda centre vers le site de Kibonge (avec possibilité d'y arriver à pied). Le temps moyen de voyage de Bunia vers Komanda est de 2h30. A partir de Komanda centre, il faut environ 10 min pour atteindre le site de Kibonge.
---------------------	--

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La présence des hommes armés en activité dans la zone constitue le risque sécuritaire majeur surtout si l'on se déplace à des heures tardives ou sans prendre la précaution de se renseigner au préalable auprès des leaders locaux sur la situation sécuritaire sur l'axe. A l'aire de santé de Makayanga à 15km de Komanda centre s'observe des conflits communautaires. Il est moins prudent de traverser ce tronçon à moto, à pied, ou à l'emprunter à des heures tardives. Un check sécu préalable auprès des leaders communautaires, de la coordination humanitaire, et des autorités militaires est vivement recommandé.
Communication téléphonique	Les réseaux GSM disponibles sont : Vodacom, Airtel et Orange.

Stations de radio	<p>Les stations radios opérationnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Radio la référence • Radio Tuendeleye • Radio Amani
--------------------------	--

6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<p>Non, aucune organisation ne s'est positionnée pour contribuer à la réponse aux besoins identifiés dans ce secteur</p>
Type d'incident de protection et Analyse	<p>Il est ressorti des résultats de cette évaluation que les incidents de protection ont été plus observés dans les zones de provenance que dans la zone d'accueil. Les principaux incidents rapportés sont : l'extorsion des biens, le viol, les mariages forcés, les agressions physiques, enlèvement-torture-traitement inhumain, coups et blessures, pillage des biens, arrestations arbitraires, meurtres. Les groupes armés locaux ainsi que les ADF sont les présumés auteurs indiqués par les enquêtés. Depuis début janvier 2023, environ 47 cas de meurtre ont été enregistrés dans l'ensemble.</p> <p>En ce qui concerne les violences sexuelles, par manque d'information sur la prise en charge des victimes des VBG et par peur de stigmatisation, la plupart des victimes préfèrent ne pas dénoncer. Il se dégage donc un besoin important de sensibilisation de la population sur le circuit de référencement et la prise en charge des victimes des VBG.</p> <p>On note également la présence des enfants séparés. Selon les participants aux focus group, ces enfants âgés de 10 à 17 ans sont utilisés et exploités dans des travaux journaliers (transport des planches, main d'œuvre dans des restaurants, etc.) presque toute la journée et payés de manière dérisoire (500 à 2000 Franc Congolais). La plupart ne vont plus à l'école et se livrent en plus à la mendicité. Les filles du même âge se livreraient même au sexe de survie avec entre autres comme conséquence des grossesses non désirées. Selon l'IT du centre de santé de Kibonge, environ 35% des consultations en CPN sont des personnes âgées de moins de 18 ans.</p> <p>Les autorités locales, la police et la société civile sont les structures présentes dans la zone d'accueil et qui s'occupent de la gestion des cas des incidents qui peuvent être signalés.</p> <p>Par ailleurs, on note une bonne perception des acteurs humanitaires par les communautés aussi bien hôtes que déplacées présentes dans la zone.</p>
Gaps et recommandations	<p>Gap :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès limité à une nourriture suffisante en qualité et en quantité • Insuffisance des abris d'urgence pour les nouveaux déplacés • Difficulté d'accès à l'eau potable • Connaissance limitée sur les questions de protection • Prise en charge des enfants séparés • Insuffisance des douches et latrines hygiéniques sécurisées • Manque d'un espace ami - enfant <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assistance alimentaire d'urgence (vivres ou cash) pour améliorer l'accès à la nourriture • Construire des nouveaux abris pour les déplacés nouvellement arrivés sur le site et ceux dont les abris ont été détruits par le vent • Améliorer la disponibilité en eau potable • Construire en urgence des douches et latrines hygiéniques et sécurisées • Construire un espace des jeux pour enfants • Sensibiliser la population sur le circuit de référencement et la prise en charge des victimes de VBG

- Assurer la prise en charge des enfants séparés
- Plaidoyer auprès des autorités étatiques pour la restauration de l'autorité de l'état sur toute l'étendue de la province

6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Classification de la zone selon l'IPC	D'après les résultats ressortis du 21 ^{ème} cycle d'analyse IPC, le territoire d'Irumu est classé en phase IPC 3 (crise)
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	<p>La situation de la sécurité alimentaire est préoccupante. Même dans la zone d'accueil, l'accès aux champs pour réaliser des activités agricoles est limité suite à la situation sécuritaire qui demeure précaire. En plus, la plupart des ménages déplacés ont perdu, dans leur fuite, leurs stocks et les semences. Ils ne disposent donc pas du minimum nécessaire pour relancer leurs activités agricoles.</p> <p>Les résultats de cette évaluation renseignent également que la majorité des ménages déplacés ont un faible pouvoir d'achat. En effet, la plupart ont pour principale source de revenu le travail journalier auprès de la communauté hôte. Le revenu journalier généré est très faible et varie de 1500FC à 2000FC. Ce qui limite leur capacité d'accès à une nourriture suffisante en qualité et en quantité. Le travail pour la nourriture, l'échange des biens contre la nourriture, et l'emprunt de nourriture sont les principales sources d'acquisition de nourriture pour ces ménages. Plus de 50% des ménages déplacés n'ont pas de stock des vivres, des champs ou d'argent épargné. C'est chaque jour qu'ils doivent se battre pour trouver de quoi se nourrir. Plus de 70% des ménages enquêtés ont une consommation alimentaire pauvre (SCA < 28).</p> <p>Pour faire face au problème d'accès à la nourriture, les ménages déplacés ont recouru aux stratégies de survie basée sur la consommation alimentaire. Les stratégies les plus utilisées sont la consommation des aliments moins préférés et moins chers, emprunter la nourriture ou dépendre de l'aide des voisins, parents, etc., réduire le nombre de repas journalier.</p>

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	Aucune réponse dans la zone de santé

Gaps et recommandations

GAP

Aucun acteur ne s'est encore positionné pour répondre aux besoins urgents auxquels sont confrontés les populations affectées, le gap est total.

Recommandation :

- En urgence, une assistance alimentaire en vivres ou en cash
- Soutenir la production agricole d'urgence axée sur le maraichage et le vivrier (en fonction de l'évolution du contexte)
- Appuyer l'initiation des AGR non agricoles afin de diversifier les sources de revenu et de s'adapter au contexte

6.3 Abris et accès aux articles ménagers essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	OUI Les abris d'urgences ont été construit par ADSSE sous financement du UNHCR. En plus du besoin de réhabilitation des abris détruits par les intempéries, l'arrivée de nouveaux déplacés sur le site de Kibonge a augmenté le besoin en abris d'urgence.
Impact de la crise sur l'abris	<ul style="list-style-type: none"> À la suite de la destruction de certains abris et de l'arrivée de nouveaux déplacés sur ce site, on note une grande promiscuité. 12 à 15 personnes partagent une même pièce sans distinction du genre. Ce qui présente des risques de protection Des maisons endommagées dans les zones de provenance des déplacés sans aucune possibilité de réparation pour les propriétaires
Type de logement	Abris d'urgence (Bâches)
Accès aux articles ménagers essentiels	<ul style="list-style-type: none"> Les anciens comme les nouveaux déplacés rencontrés sur le site ont un accès limité tant en quantité qu'en qualité aux AME Les AME les plus manquants sont : Casseroles, supports des couchages, bidons, bassines, habits, savons, seaux, et kits de dignité pour femmes et filles.
Possibilité de prêts des articles essentiels	Possibilité d'utiliser à tour de rôle une casserole entre plusieurs ménages avec entre autres comme conséquence le retard dans la prise des repas journaliers. Environ 90% des ménages déplacés nouvellement arrivés sur le site sont concernés par cette situation.
Situation des AME dans les marchés	Durant cette mission d'évaluation, il est observé la disponibilité (en quantité et en qualité) des AME sur le marché de Komanda.
Faisabilité de l'assistance ménage	Se basant sur les observations faites durant cette évaluation, il est recommandé d'assister les ménages à travers : <ul style="list-style-type: none"> a) Une distribution directe des AME ou une organisation des foires b) Une assistance par la modalité cash transfert qui sera conditionnée par : <ol style="list-style-type: none"> 1. une analyse du marché approfondie incluant aussi l'identification d'une agence locale de microfinance capable d'opérer avec efficacité dans la zone; 2. l'analyse des risques inhérents à l'approche cash transfert et les moyens de mitigation appropriés ; 3. une enquête pour recueillir les avis des bénéficiaires concernant l'assistance à travers la modalité cash transfert au regard du contexte actuel de la zone

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS				

Gaps et recommandations

Gap :

Les anciens comme les nouveaux déplacés vivant sur le site de Kibonge ont des besoins non couverts en AME;

Recommandation :

- Synergie multisectorielle encouragée dans le secteur AME/Abris ;
- Distribution des Kits AME d'urgence et/ou standards accompagnés des KHI ;
- Réhabiliter les abris détruits par le vent sur le site de Kibonge
- Construire des abris pour les nouveaux déplacés
- Considérer la thématique LTP dans la réponse Abris.

Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Moyen de substance	L'agriculture, l'élevage, le petit commerce sont les principaux moyens de subsistance des ménages déplacés. Cependant, nombreux ont assisté au pillage de leurs champs, élevage, etc. dans la zone de provenance par les groupes armés. La persistance des conflits limite leur accès aux champs pour relancer leurs activités.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Actuellement, les ménages déplacés n'ont plus accès à leurs habituels moyens de subsistance dans la zone de déplacement. Ils constituent par ailleurs une main-d'œuvre dans le milieu d'accueil où la plupart d'entre eux se livrent aux travaux journaliers tels que défrichage des champs, le labour, puiser de l'eau pour la communauté hôte, en vue de répondre aux besoins quotidiens de survie.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS

Gaps et recommandations	<p>Gap : Ces ménages n'ont bénéficié d'aucune assistance dans ce secteur.</p> <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> Soutenir l'initiation des AGR non agricoles en faveur des ménages déplacés de cette zone Appuyer la relance agricole d'urgence axée sur le maraichage et la production vivrière en fonction de l'évolution du contexte
--------------------------------	--

Faisabilité d'une intervention en vivres ou cash

Analyse des marchés	La conduite d'une analyse de marché dans la zone s'avère nécessaire pour confirmer la faisabilité d'une intervention cash. L'accès physique de la zone est favorable à une intervention d'assistance alimentaire d'urgence en vivres.
Existence d'un opérateur pour les transferts	Les opérateurs de transfert monétaire tels que : Vodacom Mpesa, Airtel Money et Orange Money sont présents dans la zone. L'analyse de marché pourra fournir plus d'information sur leurs capacités opérationnelles.

6.4. Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Oui, Solidarité Internationale intervient sur le site mais les besoins ne sont pas totalement couverts.
Risque épidémiologique	Le site dispose d'un nombre limité des points d'eau aménagés, des ruptures en fourniture d'eau sont très fréquentes. Pour satisfaire leur besoin en eau, certains ménages sont amenés à s'approvisionner dans des sources d'eau non aménagées. Ce qui les expose à des maladies d'origine hydriques et au développement des épidémies. Quelques cas de fièvre typhoïde, diarrhée, malaria, infection respiratoire ont été rapportés par les déplacés durant nos enquêtes.
Accès à l'eau après la	L'accès en eau est gratuit dans le site et aux environs. Les ménages parcourent 150 à 200

crise	mètres pour pouvoir s’approvisionner. Hormis les points d’eau d’en dehors du site, au niveau du site de Kibonge, un seul point d’eau aménagé est disponible et utilisés par les 1029 ménages. Ce qui n’est pas suffisant pour couvrir les besoins. On assiste régulièrement à des bagarres entre ménages au niveau de ce point d’eau.
Pratiques d’hygiène	Selon les enquêtés, le prix du savon sur le marché est élevé. Seuls environ 50% des ménages ont un accès au savon. En plus, bien qu’on trouve des latrines sur le site, seules un nombre limité sont opérationnelles. Ainsi, plusieurs personnes sont amenées à se partager une même latrine avec des risques de développement des infections. Les dispositifs de lavage des mains ne sont pas disponibles à côté des latrines.
Réponses données	
Aucune	
Gaps et recommandations	<p>I. Gaps</p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence des dispositifs de lavage des mains dans le site des déplacés, • Absence des trous de gestion des déchets ménagers • Insuffisance des points d’eau • Insuffisance de latrines familiales • Inexistence des aires de lavage • Manque des douches • Manque des kits de nettoyage des latrines <p>II. Recommandations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Distribuer les dispositifs de lavage des mains au site des déplacés ainsi que dans la communauté en général, • Aménager les trous à ordures dans le site des déplacés voire dans la communauté • Renforcer les sensibilisations sur les pratiques d’hygiène dans le site des déplacés et les communautés, • Construire des latrines familiales dans le site des PDI de Kibonge. • Construire des sources pour une bonne couverture en eau potable. • Aménager des espaces de gestion des ordures • Construire des douches dans le site • Constituer et former les membres du comité d’hygiène dans le site de Kibonge et leur doter des moyens nécessaires pour une bonne fonctionnalité.

6.5. Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	NON					
Impact de la crise sur l’éducation	<p>Plusieurs faits négatifs s’observent au sein du site à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence des écoles et personnel enseignants dans le site des déplacés • Abandon scolaire forcé et chômage des enfants déplacés à Kibonge ; • Manque des objets classiques 	<p>Y-a-t-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Oui.</u> <p>Si oui, combien de jours de rupture :</p> <p>Pour les nouveaux déplacés, c’est depuis leur arrivée sur le site de Kibonge en janvier 2023.</p>				
Estimation du nombre d’enfants déscolarisés à cause de la crise	<p>Donner une indication du nombre d’enfants déscolarisés à cause de la crise par catégorie de population pertinente</p> <p>A. Site Kibonge :</p> <table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th style="width: 50%;">Catégorie</th> <th style="width: 50%;">Site de Kibonge</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td> </td> <td> </td> </tr> </tbody> </table>		Catégorie	Site de Kibonge		
Catégorie	Site de Kibonge					

	Total	Filles	Garçons
Déplacés	420	294	126
Retournés	-	-	-

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
• RAS	RAS	RAS	• RAS	Aucune organisation n'est présente sur terrain avec un paquet éducation
•			•	

Gaps et recommandations	<p>Indiquer les gaps existants au niveau de la réponse et les recommandations (50 mots maximum) :</p> <p>I. Gaps/problèmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucun bâtiment et/ou hangar scolaire observé dans le site • Insuffisance des objets classiques chez les écoliers (déplacés) ; • Déscolarisation suite à l'insuffisance des salles de classe dans des écoles et manque des moyens financiers <p>II. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction des bâtiments scolaires d'urgence dans le site des déplacées, et leur équipement (bancs, tableaux et bancs) • Distribution des objets classiques • Organisation des cours de remise à niveau pour les élèves qui ont dépassé l'âge scolaire.
--------------------------------	---

Annexes :

Annexe 1 : Liste des personnes interviewées

NOM	FONCTION	LOCALITE	TELEPHONE
Maman Ruth KOJO	IT	KIBONGE	0817521293
KORA LUSENGI	Président des déplacés	KIBONGE	0819967312
Jacob KIBONGE	Chef du village	KIBONGE	0818545322
Papa DIDO	V/P SoCiv	KOMANDA	0823384144

Annexe 2 : Equipe de la mission

Organisation	Identité	Fonction	Téléphone	E - mail	Nombre véhicule
AFEDEM	HUSSEIN KABEZA	Chef de Bureau	828 475 585	afedemituri.rdc@gmail.com	1/PAM
ALDI	BATUMIKE Franck	Suivi et Eval	828 787 358	batumikefranck@gmail.com	1
ALDI	Olivier SAFARI	Superviseur	810 581 555	Safariolivier0@gmail.com	
SEDD	Bénédicte KASHARA	Suivi et Eval	820 300 062		
Cluster SECAL	Papy MUKANDILA	Coordinateur Provincial	999 963 469	papy.mukandila@wfp.org	1/ PAM

